

Du bon rythme des politiques alimentaires locales...



Pour un observateur extérieur, la vitesse avec laquelle l'alimentation s'est fait une place dans les politiques locales depuis les années 2000 est impressionnante. Les acteurs engagés dans les démarches, cependant, ont l'impression que les choses prennent beaucoup de temps.

C'est cette question du rythme du changement que soulève un article publié dans la revue des *Annales de Géographie*. Le travail revient sur les prémices de la politique alimentaire dans un département français, la Sarthe, depuis le début des années 2000. Au-delà du cas Sarthois, il apporte des éléments de réponse sur une question clé de la transition alimentaire, à savoir : étant donnés les acteurs et les représentations en place sur un territoire, à quelle vitesse peut-on aller ?

De l'ambiguïté du concept d'alimentation locale...

Lorsque le concept d'alimentation locale arrive sur le territoire Sarthois, il n'est pas défini clairement par la législation, et il va faire l'objet d'interprétations diverses selon les acteurs. **Ces divergences sont révélatrices de la diversité des représentations et des intérêts des acteurs en présence, et donc des difficultés à enclencher une dynamique qui les rassemble tous.**

Pour certains acteurs comme une partie des agriculteurs, le local fait référence à une proximité spatiale, pour faire simple, le département. L'injonction des politiques publiques au « local » est pour eux une bonne nouvelle. Ils y voient l'opportunité de renégocier des conditions d'achat avantageuses pour des volumes importants d'aliments, avec des prix stables, et une organisation du travail facilitée par la planification des commandes.

Cette position passe sous silence certains enjeux : qualité, composition des circuits d'approvisionnement, impact environnemental... Or, d'autres acteurs, y compris certains agriculteurs, entendent élargir la définition du local pour y inclure ces dimensions.

C'est ainsi d'une diversité de représentations et d'intérêt qu'il faut partir, au niveau local, pour impulser une dynamique. Comment faire ?

... à la nécessité de l'action

Les chercheurs mettent en évidence deux stratégies possibles pour mettre en mouvement un territoire :

- La première est une **stratégie d'innovation de rupture**. Sur le territoire étudié, elle se traduit par un projet de SCIC « idéal sur le papier ». Il s'agit en effet de produire, via une activité d'insertion, et en agriculture biologique, des fruits et légumes pour approvisionner la restauration collective.

Bénéfices économiques, sociaux, environnementaux... tout y est. Or, cette initiative va connaître de multiples revers (difficulté d'accès aux terres, difficultés à trouver des débouchés...) qui l'obligeront à déposer le bilan quelques années après sa création. Au final, selon Amandine Gatien-Tournat, l'une des trois auteurs de l'article, l'initiative est probablement arrivée trop tôt pour ce territoire. D'autres territoires, cependant, ont, à la même période, vu se développer des initiatives similaires. Sans doute s'agissait-ils de territoires plus prêts à accueillir une telle aventure.

- La seconde s'apparente à une **stratégie de consensus graduel**. Sur le territoire étudié, elle se matérialise par un processus de concertation autour d'une Charte Qualité et Proximité pour la restauration collective du Pays du Mans. Suffisamment large pour pouvoir accueillir toutes les démarches, ce processus l'est cependant sans doute trop pour réellement obliger les acteurs à trancher leurs différends. Or certains sujets, comme ceux ayant trait à la qualité (et notamment l'agriculture biologique vs conventionnelle) sont éminemment conflictuels. La démarche réussit à faire dialoguer, et se connaître, des acteurs aux visions très différentes. Elle ne permet pas cependant de créer un réel signal de qualité pour les produits, et si les acteurs y adhèrent, certains émettent des doutes quant à son intérêt commercial. Pourtant, c'est cette initiative qui, jusqu'à aujourd'hui, perdure et a des effets sur le territoire.

Investir dans le temps ... de l'animation territoriale !

Faut-il en conclure qu'il faut privilégier les démarches plus lentes, pluri-acteurs aux dépens des innovations radicales ? Il est bien sûr difficile de tirer une telle conclusion d'un seul cas d'étude. Cependant, celui-ci nous renseigne sur une dimension centrale, à savoir l'adaptation de l'action au degré de maturité des territoires. Selon le degré d'interconnaissance et de confiance entre les acteurs, certains territoires pourront sans doute aller plus vite que d'autres.

Or, cette maturité se travaille, et selon Amandine Gatien-Tournat, une des clés réside dans l'animation territoriale. Il s'agit d'investir dans des activités qui tissent, à une maille fine, de l'interconnaissance entre les acteurs. Par exemple, en marge de la Charte Qualité et Proximité, des rencontres entre les cuisiniers des cantines et les producteurs ont été organisées autour de la préparation des produits bruts.

L'animation prend du temps, et ses résultats sont parfois difficiles à matérialiser, mais elle joue un rôle majeur pour réconcilier ampleur des enjeux et capacité de changement des acteurs !

Février 2018

L'auteure remercie [Amandine Gatien-Tournat](#) pour sa relecture et ses conseils

Source:

[Fortunel, F., Gatien-Tournat, A., & Noël, J. \(2016, December\). Qualité et proximité dans l'approvisionnement de la restauration collective en Sarthe \(France\): Jeux d'acteurs entre volontés et réalités territoriales. In *Annales de Géographie* \(Vol. 712, No. 6, pp. 666-691\)](#)

Crédit photo :

[Pixabay](#)

Retrouvez cet article sur le lien suivant :

<http://www.urbanfoodfutures.com/rythme>

Un vendredi sur deux, prenez votre café avec un article que vous recevez directement dans votre boîte mail.

VOTRE MISSION ? Faire le café.

LA NOTRE ? Vous envoyer un article rapide à lire pour l'accompagner !

INSCRIVEZ-VOUS ICI !

